



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## **Climate Finance Day**

**Discours de Bruno Le Maire,  
ministre de l'Économie et des Finances**

***Paris***

*Lundi 26 novembre 2018*

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Inutile de vous dire l'urgence qui s'attache à la lutte contre le réchauffement climatique. Le défi aujourd'hui n'est pas dans la prise de conscience, au moins en France et dans l'ensemble des pays européens. Je pense que chacun a conscience de la nécessité d'accélérer dans la lutte contre le réchauffement.

Cette prise de conscience est liée à notre vie quotidienne, à la détérioration du climat, à des difficultés sanitaires liées, par exemple, aux maladies asthmatiques de plus en plus nombreuses. Cette prise de conscience est liée à ce que nous voyons dans d'autres nations de la planète qui, aujourd'hui, sont littéralement menacées de disparition. Elle est liée aux grands mouvements migratoires qui sont aussi le produit du changement climatique.

La prise de conscience a lieu au plus près de nous. Dans les lieux de villégiature, par exemple. Quand on va à Chamonix, quand on voit la Mer de glace et qu'on mesure à quel point cette Mer de glace s'est réduite en quelques années, chacun peut prendre conscience visuellement de l'impact climatique. La prise de conscience a eu lieu.

Le défi maintenant est ailleurs. Le défi, on le voit dans les circonstances politiques actuelles, c'est que dans ce combat contre le réchauffement climatique, personne ne soit laissé à la traîne et qu'on ne fasse pas supporter aux plus faibles, aux plus fragiles, aux plus modestes le poids de la transition écologique. Tout le monde doit être accompagné dans cette transition écologique.

Pour certains, c'est plus simple tout simplement parce qu'ils ont les moyens financiers ou parce qu'ils n'ont pas besoin d'employer leur véhicule chaque jour pour se rendre sur le lieu de travail, pour déposer leurs enfants à la crèche ou à l'école, pour se rendre à un déjeuner ou un dîner de famille.

Mais d'autres n'ont pas le choix. D'autres aujourd'hui – et je le vois concrètement dans ma circonscription de l'Eure, je le vois dans les communes rurales dont je suis l'élu – n'ont pas d'autre choix que de prendre leur véhicule. Et à ces Français-là, nous ne pouvons pas dire : débrouillez-vous. Nous devons leur tendre la main, nous devons leur apporter des solutions, nous devons les accompagner dans la transition énergétique.

Cette transition, je le redis, est un cap nécessaire, qui a été fixé par le président de la République. Et ce n'est pas parce que c'est le président de la République et qu'il a été élu sur ce sujet que ce cap est nécessaire ; c'est parce que c'est l'intérêt de la Nation française et que c'est l'intérêt de l'Europe de réussir cette transition énergétique et que la France en la matière peut être exemplaire, qu'elle a tous les atouts pour être exemplaire.

C'est notre intérêt à tous, d'abord, parce que cela nous coûtera moins cher et qu'à terme il vaut mieux avoir un véhicule qui ne consomme pas d'essence ou de diesel que d'avoir un véhicule qui nous soumet aux aléas de prix de l'essence ou du diesel. C'est notre intérêt à tous d'avoir un environnement plus propre. C'est notre intérêt à tous de ne pas dépendre dans notre vie quotidienne et dans ce que nous avons à payer des décisions de Monsieur Trump d'un côté ou de l'OPEP de l'autre.

Regardez ce qui s'est passé il y a quelques jours, regardez l'évolution du prix à la pompe. On était il y a encore quelques semaines à 1,55 euro ; dans certaines stations, le prix de l'essence ou du diesel atteignait les 1,60 euro. Puis en quelques semaines, on a vu le prix à la pompe passer en dessous des 1,50 euro. Pourquoi ? Est-ce parce que nous avons pris une décision ? Non, c'est parce que le Président des États-Unis a décidé de laisser l'Iran livrer 1,4 million de barils de pétrole par jour à huit États.



C'est cette décision et la production de gaz de schiste aux États-Unis qui ont fait baisser rapidement le prix du brut de plus de 80 euros à moins de 60 euros en quelques semaines.

Cette évolution ne relève pas de notre souveraineté, elle ne relève pas de notre liberté et tous ceux qui nous disent de continuer à financer l'essence, le diesel et le pétrole et qui se réclament en même temps de la souveraineté nationale sont totalement irresponsables et contradictoires car si on croit à la souveraineté nationale, si on croit à la souveraineté européenne, si on croit à la souveraineté des nations européennes, eh bien on fait tout pour se libérer du pétrole et tout pour se libérer du prix du pétrole qui est décidé soit à Washington, soit dans les réunions de l'OPEP à Vienne mais certainement pas à Paris, Berlin, Rome, Madrid ou Bruxelles.

C'est notre souveraineté aussi qui est en jeu dans notre capacité à nous libérer des énergies fossiles. C'est notre liberté qui est en jeu et c'est la capacité de notre continent à déterminer lui-même ses propres intérêts économiques.

Donc je le redis : si nous sommes d'accord sur cet objectif stratégique qui est bon pour la planète mais bon aussi pour notre souveraineté économique et politique, il faut aider tous les Français à avancer dans cette direction. Et ce sont toutes les décisions qui ont été annoncées depuis peu de temps par le Premier ministre : ce sont les décisions que nous avons prises sur le crédit impôt transition énergétique, c'est la prime à la conversion qui va pouvoir atteindre jusqu'à 4.000 euros pour les ménages les plus modestes, c'est la revalorisation du barème kilométrique pour les véhicules les moins polluants.

Tout cela, ce sont des décisions qui accompagnent les Français qui n'ont pas d'autre choix aujourd'hui que d'employer leur véhicule pour se rendre sur leur lieu de travail. Est-ce que l'on peut faire plus, est-ce que l'on peut faire mieux ? Certainement. Je pense qu'il ne faut pas fermer la porte à l'amélioration de ces dispositifs.

Eh bien, ces solutions, définissons-les ensemble : apportons-leur les solutions les plus concrètes et les plus immédiates possibles. C'est comme cela, je crois, que nous réussirons la transition énergétique. La transition énergétique ne peut pas être le fait de quelques Français contre d'autres Français. Le succès de la transition énergétique dépendra de notre capacité à convaincre tous les Français sans exception et d'accompagner ceux pour lesquels cette transition demande des efforts quotidiens, des dépenses quotidiennes. Voilà l'enjeu politique des temps que nous vivons aujourd'hui.

Le deuxième élément qui nous permettra de réussir cette transition énergétique et cette lutte contre le réchauffement climatique, au-delà de l'accompagnement nécessaire et indispensable de tous ceux qui n'ont pas d'autre choix aujourd'hui que de continuer à employer un véhicule pour aller sur leur lieu de travail, pour se déplacer dans leur vie quotidienne, c'est que les pouvoirs publics montrent l'exemple. Il est trop facile de dire aux Français : "C'est pour vous mais ce n'est pas pour nous, la puissance publique". Si c'est bon pour la France, si c'est bon pour les Français, il est indispensable que les pouvoirs publics donnent l'exemple.



Nous l'avons fait avec l'obligation du Trésor, la première obligation verte que la France a émise en janvier 2017. Je rappelle que nous avons été le premier État à émettre une obligation verte : 7 milliards d'euros à l'origine. Cette souche obligataire a été réabondée à quatre reprises pour atteindre désormais un montant total de 15 milliards d'euros. C'est la preuve tangible que l'État s'engage et que la France reste leader avec le plus gros encours au monde d'obligations vertes. Et nous allons poursuivre en 2019 l'émission de notre obligation verte.

Je souhaite également que son usage soit contrôlé parce qu'aujourd'hui, les Français ont besoin de preuves et d'avoir l'assurance que cet argent public va bien au financement de la lutte contre le réchauffement climatique. Le Conseil d'évaluation de l'OAT verte va d'ailleurs publier dans les prochains jours son premier rapport d'évaluation. Il portera sur l'impact du crédit d'impôt pour la transition énergétique et il montrera que ce CITE a bien participé à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le deuxième engagement, c'est la mise en œuvre de la charte des investisseurs publics en faveur du climat. Il faut que tous les investisseurs publics soient irréprochables en matière d'engagement en faveur du climat et de lutte contre le réchauffement climatique. Le Fonds de réserve des retraites a déjà entamé une politique de décarbonation de son portefeuille, il n'investit plus dans des sociétés dont l'activité charbon dépasse 20 % de leur activité. L'Agence française de Développement a augmenté de 12 % en un an ses investissements en faveur du climat qui représentent désormais 29 milliards d'euros. BPI – la Banque publique d'investissement – va investir 1 milliard d'euros supplémentaires dans des projets de transition énergétique sur les trois prochaines années.

Mais je pense qu'il faut aller plus loin et je souhaite désormais que toutes les sociétés dans lesquelles l'État a une participation soient exemplaires en matière de lutte contre le réchauffement climatique. J'ai donc demandé à ce que chaque entreprise dans laquelle l'État a une participation mette en place dans les semaines qui viennent une stratégie de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Cet engagement devra figurer dans le rapport sur la responsabilité sociale et environnementale de chacune des entreprises dans lesquelles l'État a une participation. Je souhaite que nous commençons immédiatement par les 25 entreprises les plus importantes du portefeuille de l'État, avec des objectifs qui devront être chiffrés, des objectifs qui devront être précis, des objectifs qui devront être contrôlés, évalués, en partenariat avec l'ADEME.

Vous le voyez, l'État actionnaire sera demain un État exemplaire en matière de lutte contre le réchauffement climatique et les sociétés dans lesquelles nous avons une participation devront être les sociétés les plus exemplaires de France en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

Le troisième engagement, c'est celui qui doit permettre d'associer les Français avec leur épargne dans la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de notre planète. La loi Pacte a prévu un certain nombre de dispositifs. Je les rappelle : je pense en particulier à l'obligation pour tout nouveau contrat d'assurance-vie de proposer au moins un support en unité de compte labellisé, par un label tel que "transition énergétique et écologique pour le climat". C'est un pas dans la bonne direction. Quant au Livret de Développement durable et solidaire, je souhaite que tous les nouveaux placements des épargnants dans ces LDDS aillent exclusivement à des investissements verts.



Je ne vous cache pas la surprise qui a été la mienne quand j'ai appris que ce n'était pas le cas avant. Cela fait partie des choses sur lesquelles je pense qu'il y a un peu tromperie sur la marchandise parce que, moi, quand je mets mes économies dans un Livret de Développement durable et solidaire, j'ai la naïveté de penser que ces sommes vont bien au développement durable et solidaire. Or, cela n'était pas tout à fait le cas, en tout cas certainement pas uniquement dans des investissements verts. Eh bien, désormais, nous contrôlerons que ces fonds placés dans les Livrets de Développement durable et solidaire, et qui sont centralisés à la Caisse des dépôts - ce qui nous donne tous les moyens de contrôler ces fonds - aillent exclusivement, je dis bien exclusivement à des investissements verts.

Nous devons malgré tout aller encore plus loin car, si nous voulons réussir, il faut accompagner les ménages, il faut que l'État soit exemplaire, en particulier l'État actionnaire, mais il faut également que le secteur financier joue pleinement le jeu. J'ai eu l'occasion de dire il y a un peu plus d'un an que la finance serait verte ou qu'elle ne serait pas. Eh bien, je vous redis exactement la même chose : la finance sera verte ou ne sera pas. Mais j'ajoute qu'il faut sans doute être un peu plus volontariste en la matière si nous voulons vraiment avoir des résultats car nos compatriotes ne se contenteront pas de belles déclarations et nos compatriotes ne peuvent pas supporter qu'on prenne des engagements sans que ces engagements soient vérifiés et que ces engagements soient tenus.

Nous avons besoin de la finance pour réussir cette transition énergétique. Nous avons besoin de la finance pour lutter contre le réchauffement climatique. Nous avons besoin que tous les acteurs financiers, que ce soit des banques, des gestionnaires d'actifs, des assureurs, s'engagent totalement, pleinement, sans réserve à nos côtés pour lutter contre le réchauffement climatique. Personne n'y arrivera tout seul, ni les citoyens ni l'État ni les entreprises ni les gestionnaires d'actifs. Il faut que, tous ensemble, nous avançons dans la même direction et nous conjuguions nos efforts, c'est la seule manière d'y arriver. Et je souhaite que la finance joue pleinement son jeu dans ce domaine.

Qu'elle le joue d'abord en aidant les plus fragiles, c'est la proposition que j'ai faite de prêts verts, qui doivent permettre aux personnes éligibles aux primes gouvernementales de financer à des conditions plus avantageuses l'acquisition d'un véhicule propre, qu'il soit neuf ou d'occasion. Ces prêts verts, je souhaite qu'ils soient immédiatement disponibles, qu'ils soient à taux réduit et qu'ils fassent l'objet de frais de dossier moins coûteux. Je veux qu'ils soient plus facilement accessibles pour tous les Français qui souhaitent changer de véhicule et qui ne passent pas forcément par un concessionnaire ou qui vont échanger un véhicule contre un autre dans une action de particulier à particulier et qui ont besoin d'un soutien pour les deux, trois, quatre mois durant lesquels ils attendent la prime à la conversion. Ces prêts verts doivent donc être les plus accessibles et les moins coûteux possible.

J'ai lu également le rapport OXFAM sur la manière dont les acteurs de la finance continueraient à financer des énergies fossiles. On peut discuter, bien entendu, certains points du rapport OXFAM et je serai très heureux de discuter avec ses auteurs sur les points qu'ils ont retenus ou qu'ils n'ont pas retenus comme étant polluants ou non. Il reste que les engagements pris par le secteur financier en matière de lutte contre le réchauffement climatique doivent être tenus et j'y veillerai, parce que si la finance ne joue pas le jeu de la lutte contre le réchauffement climatique, nous n'y arriverons pas et tous les efforts que nous pouvons faire à côté, ceux des particuliers, ceux de l'État, ceux des entreprises publiques, seront vains.



Je compte donc aller plus loin pour convaincre le secteur financier d'avancer dans cette direction et pour veiller à ce qu'il respecte ses engagements. Je réunirai donc dans les prochaines semaines les banques, les assureurs, les gestionnaires d'actifs pour qu'ils prennent de nouveaux engagements en matière de financement des activités les plus nocives pour le réchauffement climatique, en particulier le charbon. Et que ce nouvel engagement soit clair, qu'ils arrêtent définitivement de financer les activités les plus nocives pour le réchauffement climatique, en particulier le charbon, que ce soit les centrales ou les mines.

Ces engagements devront être contrôlés de manière indépendante. Ces engagements devront être rendus publics chaque année et je veux être très clair : si ces engagements d'arrêt de financement des activités les plus nocives pour le réchauffement climatique, avec une trajectoire qui pourra être définie avec ce secteur financier, ne sont pas respectés, eh bien nous les rendrons contraignants car je considère que seul cet engagement fort du secteur financier en matière de lutte contre le réchauffement climatique nous permettra d'obtenir des résultats rapides. Les engagements doivent être précis, les engagements doivent être contrôlés et si jamais ces engagements, sur une base volontaire, définis ensemble, ne sont pas respectés, ils seront rendus contraignants.

Au-delà de ce niveau national, la France continuera à être le fer de lance dans l'engagement climatique au niveau international pour faire de cette finance verte une réalité de la vie économique contemporaine. C'est vrai au niveau européen. La Commission européenne a proposé récemment un paquet qui vise à verdir la finance pour renforcer la transparence sur le risque climatique, développer des outils qui permettent de construire des produits financiers verts – par exemple, une taxonomie des activités vertes. Mais il se trouve que tout cela n'avance pas ou n'avance pas suffisamment vite.

Eh bien, j'appelle l'ensemble des États membres et des parlementaires européens à tout faire pour que ce paquet soit adopté avant la fin de la mandature, d'ici la mi-2019. Et avec Brune Poirson, avec l'ensemble des ministres concernés dans le Gouvernement, je peux vous dire que nous ne ménagerons pas nos efforts pour que ce projet devienne réalité d'ici à la mi-2019.

Même chose au niveau du G20. Nous aurons dans quelques jours l'ouverture du G20 à Buenos Aires. Il est indispensable que le G20 accélère ses travaux sur la finance verte. Vous savez que la France s'est battue pour intégrer les enjeux climatiques dans le secteur financier. Elle a soutenu les conclusions de la Task Force auprès du G20 sur les risques climatiques et au climat qui est présidée par Michael Bloomberg et qui a montré très clairement que nous avons besoin d'un cadre robuste au niveau mondial pour mesurer l'impact climatique et environnemental des activités des entreprises, avec la participation du secteur financier et de ses choix d'allocations des capitaux.

Verdir la finance suppose une information plus transparente publiée par les entreprises sur leurs activités.

Je vais donc confier au Président de l'Autorité des normes comptables, Patrick de Cambourg, une mission sur le développement d'un standard de *reporting* extrafinancier au niveau international pour toutes les entreprises, s'appuyant sur une gouvernance publique robuste associant tous les membres du G20.

Voilà les quelques éléments et les quelques engagements forts que je voulais vous présenter. Je vous redis mon évaluation de la situation actuelle. La question aujourd'hui n'est plus la prise de conscience, au moins en France et en Europe.



La question est de savoir comment nous progressons tous collectivement dans la lutte contre le réchauffement climatique pour avoir des résultats tangibles que nous pourrions présenter aux générations qui viennent en leur disant : "nous avons été à la hauteur de nos responsabilités historiques, nous avons su apporter des réponses à ces défis". Il faut sortir des solutions datées, celles qui considéreraient que l'État peut arriver avec sa puissance publique en décrétant : "voilà ce que nous avons fait, voilà ce que nous avons décidé et puis tout va s'améliorer".

Cela ne marche plus comme ça et cela ne marchera plus jamais comme ça. L'État fixe un cap. L'État doit être exemplaire et c'est l'objet des annonces que je vous ai faites sur les entreprises dans lesquelles l'État a une participation. Mais cela ne suffit pas.

Il faut, je le redis, que chaque Français soit accompagné dans sa vie quotidienne dans cette transition énergétique. Et plus vous êtes dépendants des énergies fossiles, plus vous êtes dépendants de votre voiture, du carburant – de l'essence, du diesel, du fuel que vous mettez dans votre cuve pour vous chauffer –, plus vous devez être accompagnés. C'est une question de justice et c'est une question d'efficacité parce qu'il n'y aura pas d'efficacité en matière de transition énergétique sans justice.

Et d'ailleurs, de manière générale, dans l'économie contemporaine, il n'y aura plus d'efficacité sans justice. C'est pour cela aussi que je renouvelle mon appel à tous les acteurs de la finance pour qu'ils jouent pleinement le jeu de la transition énergétique et de la lutte contre le réchauffement climatique. C'est pour cela que je les réunirai pour leur demander de prendre ces engagements précis, chiffrés. C'est pour ça que je leur demanderai d'arrêter sur un calendrier à définir ensemble tout financement de charbon, de mine à charbon ou de centrale électrique fonctionnant au charbon.

Le rôle de l'État en la matière sera de définir avec eux la manière d'avancer dans cette direction mais de garantir aussi, par souci de cohésion nationale et une fois encore par souci de justice et d'efficacité, que les engagements pris ne restent pas lettre morte mais qu'ils sont respectés car des engagements pris doivent être des engagements tenus.

Je vous remercie.